POLSKA-FRANCJA

ORGAN IZBY HANDLOWEJ POLSKO - FRANCUSKIEJ
ORGANE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE POLONO-FRANÇAISE



WARSZAWA NR. 3 (5) MARZEC 1938

Organismes
de la
CHAMBRE DE COMMERCE POLONO-FRANÇAISE
au cours de l'exercice 1937.

PRESIDENTS D'HONNEUR

S. E. M. Léon Noël, Ambassadeur de France en Pologne,
S. E. M. Jules Laroche, Ambassadeur de France,
S. E. M. André de Panafieu, Ambassadeur de France.

VICE-PRESIDENT HONORAIRE

M. Eugène Hannothiaux, Ancien Administrateur Directeur de la Compagnie d'Electricité de Varsovie.

Administration de la Chambre
CONSEIL ET COMITE PERMANENT

Président. M. Bogusław Herse, Délégué de la Pologne au Conseil de la Chambre de Commerce Internationale. Vice-Président de la Chambre d'Industrie et de Commerce à Varsovie.

Vice-Présidents. M. Roger Kaeppelin, Conseiller du Commerce Extérieur de la France. Délégué du Groupement des Industriels Français en Pologne.

M. le Comte Léon Łubieński, Ancien sénateur.

M. François Michel, Directeur-Général de la Société Fermière des Mines Fiscales de l'Etat Polonais en Haute-Silésie.

Secrétaire. M. André Pétel, Administrateur-Délégué de la Compagnie Franco-Polonaise de Chemins de fer.

Trésorier. M. Léopold Wellisz, Vice-Président du Conseil d'Administration des Etablissements »Stradom«, S. A. — Directeur de la Première Fabrique de Locomotives en Pologne. Membre du Conseil d'Administration de sociétés anonymes.

Délégués auprès de la Direction. M. Jules Dąbrowski, Directeur honoraire au Ministère du Commerce et de l'Industrie. Délégué à Varsovie de la Société Fermière des Mines Fiscales de l'Etat Polonais en Haute-Silésie.

M. André Littaye, Directeur de la Banque Franco-Polonaise à Varsovie.

MEMBRES

M. René Baldié, Conseiller du Commerce Extérieur de la France Représentant Général du Centre National d'Expansion du Tourisme, du Thermalisme et du Climatisme, et des Chemins de Fer Français.

M. Jean Brieule, Directeur de la Maison Worms et Cie, Conseiller du Commerce Extérieur de la France.

M. Georges Couturon, Directeur Général de la Société Anonyme »l'Union Textile« a Częstochowa.

M. Albert Falquet, Directeur de la Société Pathé Kodak en Pologne.

M. Boleslas Krzyżański, Consul de Norvège, Président du Conseil de Surveillance des Etabl. Chimiques »Ludwik Spiess i Syn« S. A.

M. Georges Herdhebaut, Délégué du Conseil d'Administration de la Société Anonyme des Mines de »Czeladź«.

M. Alfred Luxembourg, Membre du Conseil de différentes sociétés anonymes.

M. Marius Malplat, Directeur-Général de la Société des Charbonnages, Mines et Usines de Sosnowiec.

M. Paul Minkowski, Président du Comité de la Collaboration Economique Franco-Polonaise (Section Polonaise). Président du Comité des Traités de Commerce (Conseil du Commerce Extérieur). Directeur Général adjoint de la Banque de l'Economie Nationale.

M. François Pulaski, Ancien Ministre.

M. Ernest Saladin, Agent consulaire de France. Directeur Général des Etabl. Allart, Rousseau et Cie. à Łódz.

M. Paul Simon, Conseiller du Commerce Extérieur de la France. Directeur de la maison »Oreal Polski«.

M. Casimir Skarzyński Vice-Président du Conseil d'Administration des Fabriques de Papier et de Cellulose Steinhagen et Saenger, S. A.

M. Martin Szarski, Ancien Sénateur. Président de la Chambre d'Industrie et de Commerce à Lwów.

M. Robert Touttée, Directeur-Général de la Société Anonyme des Mines et Aciéries de »Huta Bankowa«.

M. Eugène Wencel, Président du Comité de Direction de la Société Polonaise pour le Commerce de Compensation.

M. Stanislas Koçot, Directeur de la Chambre.

COMMISSION de REVISION

M. Louis Gosselin, Directeur de la Maison L. T. Piver à Varsovie.

M. Stefan Benzef, Membre du Conseil de la Société d'Assurances »Przezorność«.

M. Louis Darowski, Ancien Ministre. Président du Conseil des Etabl. »Modrzejów-Hanke, S. A.«.

M. Samue Dupanloup, Directeur-Général de la Société Minière »Hrabia Renard« à Sosnowiec.

M. Antoine Olszewski, Ancien Ministre. Délégué de l'Union Polonaise de l'Industrie des Mines et Forges et de la Convention Houillère de Pologne.

COMITE de REDACTION
de la Revue »POLSKA-FRANCJA«

Président: M. Paul Simon
Membres: M. Jules Dąbrowski
M. André Littaye
M. Alfred Luxembourg
Directeur-Gérant: M. Stanislas Koçot

POLSKA-FRANCJA

ORGAN IZBY HANDLOWEJ POLSKO-FRANCUSKIEJ
ORGANE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE POLONO-FRANÇAISE

Nr. 3 (5) MARZEC — 1938 r. — MARS ROK II

TREŚĆ

1. M. FISCHER — Port Autonomiczny Bordeaux 2
2. M. CHOJECKI — Warunki współpracy z rynkiem francuskim 5
3. F. BAJKOWSKI — Zwiększenie eksportu ziemniaków z Polski 6
4. L. CAŁKA — Wywóz zbóż 7
5. Handel zagraniczny Polski w 1937 r. . . 8
6. Kronika gospodarcza — część polska . 11
7. Z prac bieżących Izby 13
8. Udział Polski w Konkursie Wynalazków na Targach Paryskich 14
9. Przekład Kodeksu Handlowego z 1934 r. Prawo o spółkach akcyjnych 14
10. Główni eksporterzy ziemniaków z Polski 16
11. Od Redakcji 16

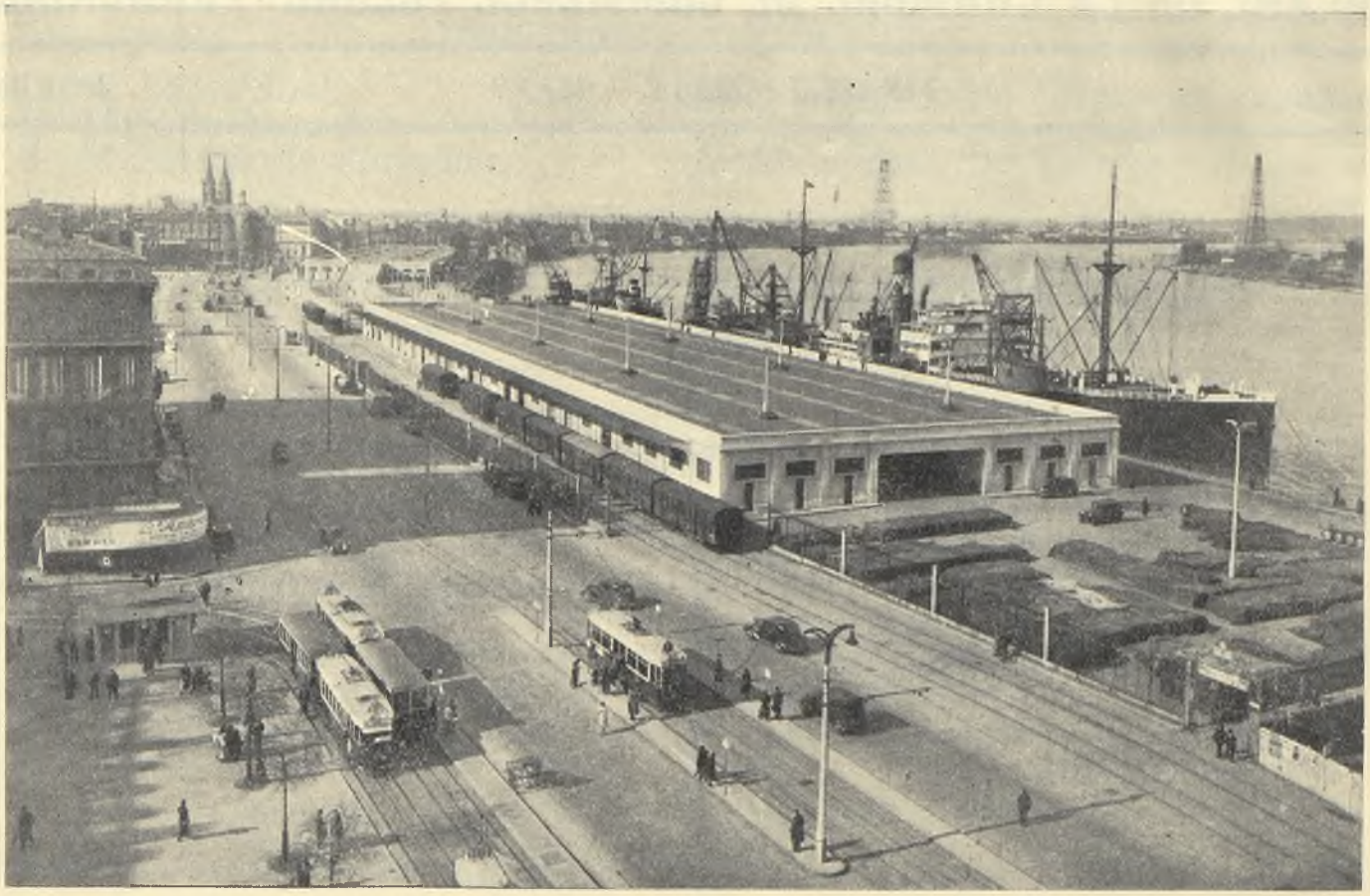
SOMMAIRE

1. M. FISCHER — Le Port Autonome de Bordeaux 2
2. M. CHOJECKI — Les conditions de la collaboration avec le marché français . 5
3. F. BAJKOWSKI — Les possibilités d'augmentation des exportations de pommes de terre de Pologne 6
4. L. CAŁKA — Les exportations de céréales 7
5. Commerce Extérieur de la Pologne en 1937 8
6. Chronique économique—partie française 9
7. Compte - rendu des travaux de la Chambre 13
8. Participation de la Pologne au Concours d'Inventions à la Foire de Paris . . . 14
9. Décret sur le Code de Commerce. Loi polonaise sur les sociétés par actions 14
10. Les principaux exportateurs de pommes de terre de Pologne 16
11. Note de la Rédaction 16

M. FISCHER
Ingénieur des Ponts et Chaussées, Directeur
du Port Autonome de Bordeaux

Le Port Autonome de Bordeaux

Port Autonomiczny Bordeaux



Grand port maritime très moderne, que complète son nouvel avant-part Le Verdon, Le Port de Bordeaux est le carrefour des activités commerciales et industrielles du Sud-Ouest de la France.

Duży współczesny port morski z portem zewnętrznym Le Verdon port Bordeaux jest ośrodkiem życia gospodarczego południowo-zachodniej Francji.

Bordeaux, situé au coeur du Sud-Ouest de la France, communique avec l'Océan Atlantique, dont il est distant de 100 kilomètres, par la magnifique et profonde voie fluviale de la Gironde et de la Garonne, qui permet aux grands navires de 8m, 50 de tirant d'eau d'accéder sans encombre aux quais construits au centre même de la ville, où se fait la majeure partie du trafic.

Le Port se prolonge vers l'aval par les installations voisines de Bassens, port de stockage et de transit, par les appontements plus éloignés du Bec d'Ambès, de Blaye et de Pauillac, consacrés surtout aux produits pétroliers, et enfin, antenne avancée de Bordeaux vers l'Océan, par l'avant-port du Verdon, placé à l'embouchure même de la Gironde, sur la rive gauche.

Depuis 1925, le Port de Bordeaux est placé sous le régime de l'autonomie administrative et financière, qui réalise, sous le contrôle permanent de l'Etat, une très profitable décentralisation ré-

Bordeaux, położone w centrum południowo-zachodniej Francji, połączone jest z oceanem Atlantyckim, odległym o 100 km, szeroką i głęboką drogą wodną rzeczną, utworzoną przez rzeki Gironde i Garonne. Ta droga wodna pozwala dużym statkom o zanurzeniu do 8,5 mtr. przybijać bez przeszkód nawet do nabrzeży, zbudowanych w środku miasta, gdzie skoncentrowana jest większa część obrotów portowych.

Port przedłuża się w dół rzeki przez instalacje sąsiadujące z basenami, port składowy i tranzytowy jak również nabrzeża i instalacje przeładunkowe bardziej odległe, położone w Bec d'Ambès, Blay i Pauillac, przeznaczone dla produktów naftowych i wreszcie najdalej wysunięty w kierunku oceanu port zewnętrzny Verdon, położony w samej delcie Gironde na lewym brzegu rzeki.

Od r. 1925 port Bordeaux posiada autonomiczny ustrój pod względem administracyjnym i finansowym, który realizuje pod stałą kontrolą Państwa bardzo korzystną decentralizację regio-

gionale. Depuis cette époque, le Port Autonome de Bordeaux a pu mener à bien un ensemble de grands travaux (amélioration des conditions d'accès à Bordeaux, reconstruction de quais sur un plan moderne, renouvellement des outillages, construction d'avant-ports etc ..) qui le mettent en mesure, pour de nombreuses années, de satisfaire aisément aux nécessités de son trafic. Bordeaux peut ainsi se classer parmi les ports européens les plus modernes et les mieux outillés.

* * *

L'activité du Port de Bordeaux s'appuie sur le centre commercial très actif de Bordeaux, qui est le siège d'importants marchés régionaux, tels que vins et liqueurs, produits alimentaires, denrées exotiques et coloniales, bois de mines, bois du Nord, bois coloniaux, produits résineux, etc... Bordeaux possède, en outre, un groupe très important d'industries diverses, dont les besoins en matières premières d'importation sont considérables (industries chimiques travaillant notamment les phosphates, les pyrites, le soufre; raffineries et dépôts d'hydrocarbures, huileries, minoteries, raffineries de sucre, distilleries, fabriques de chaux et ciments, chantiers navals, fonderies. ateliers métallurgiques, papeteries, industries du bois, etc...). L'agglomération bordelaise, dont la population globale est d'environ 400.000 habitants, forme d'ailleurs à elle seule un centre de grande production et de grande consommation.

De plus, le Port de Bordeaux bénéficie des trafics créés par les nombreuses activités d'un arrière-pays qui s'étend normalement à une vingtaine de départements des régions du Centre, du Sud-Ouest et du Sud de la France, couvrant ainsi une superficie qui représente à peu près le cinquième du territoire de la France et le septième de sa population.

L'importance du Port de Bordeaux comme carrefour de grandes routes maritimes est attestée par les cinquante lignes régulières de navigation, françaises ou étrangères, qui l'ont choisi pour port de départ ou d'escale de leurs navires. Bordeaux est ainsi en relations directes et régulières avec les principaux pays du monde, et tout spécialement avec l'Angleterre, la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Europe du Nord, l'Amérique du Nord, l'Amérique Centrale, l'Amérique du Sud. Mais les colonies françaises occupent dans ces relations une place de choix, car plus de vingt lignes régulières mettent les Antilles, l'Afrique du Nord, le Maroc, la Côte occidentale d'Afrique, Madagascar, l'Indochine, en communication régulière et directe avec Bordeaux, qui est ainsi l'un de nos principaux ports d'échanges franco-coloniaux.

* * *

Avant la crise économique mondiale, en 1930, l'activité maritime du Port de Bordeaux avait été de 9 millions de tonneaux de jauge nette, pour un trafic-marchandises de plus de 5 millions de tonnes et un mouvement de 50.000 passagers. Depuis lors, Bordeaux a souffert, comme tous les ports, de la restriction de tous les échanges internationaux. Durant l'année 1936, en particulier, qui fut une des plus difficiles, le tonnage de jauge nette s'est abaissé à 8.135.000 tonneaux, tandis que le total des manutentions n'atteignait que

nalną. Z tą chwilą Port Autonomiczny Bordeaux był w stanie stopniowo przeprowadzić kompleks wielkich robót (usprawnienie warunków przybijania do Bordeaux, przebudowa nabrzeży i ich modernizacja, odnowienie urządzeń, budowa portu zewnętrznego i t. d.), które pozwolą mu w ciągu długich lat zaspakajać skutecznie potrzeby swych obrotów. Bordeaux może więc być zaliczony do najbardziej współczesnych i najlepiej wyposażonych portów europejskich.

* * *

Praca portu Bordeaux opiera się na bardzo ruchliwym ośrodku handlowym miasta, który jest siedzibą wielkich rynków regionalnych dla takich artykułów, jak np.: wina i likiery, artykuły spożywcze, produkty egzotyczne i kolonialne, drzewo dla kopalń, drzewo z północnej Europy, drzewa kolonialne, produkty żywiczne i t. d. Z drugiej strony Bordeaux posiada potężną grupę różnorodnych przemysłów, wymagających znacznego importu surowców (przemysł chemiczny wyrabiający zwłaszcza fosfaty, piryty i siarkę, rafinerie i składy węglowodoru, olejarnie, przedsiębiorstwa młynarskie, rafinerie cukru, destylarnie, fabryki wapna i cementu, stocznie, huty, zakłady i odlewnie metalurgiczne, fabryki papieru, zakłady przemysłu drzewnego i t. d. Skupienie bordoskie liczy okrągło około 400.000 mieszkańców, stanowiąc samo w sobie ośrodek dużej produkcji i konsumcji. Co więcej port Bordeaux korzysta z obrotów, stworzonych przez działalność gospodarczą zaplecza, na które składa się zasadniczo 20 departamentów okręgu centralnego, południowo-zachodniego i południowego Francji, reprezentujących $^1/_5$ obszaru metropolii i $^1/_7$ jej ludności.

O wielkości portu Bordeaux jako punktu skrzyżowania wielkich dróg morskich świadczy pięćdziesiąt linij regularnych żeglugi morskiej francuskich i zagranicznych, które go obrały za port wyjazdowy lub przeznaczenia. Bordeaux pozostaje w ten sposób w bezpośrednich regularnych stosunkach z głównymi państwami świata, szczególniej zaś z Anglią, Belgią, Holandią, Niemcami, Europą Północną, Ameryką Północną, Centralną i Południową. W stosunkach tych kolonie francuskie zajmują jednak miejsce specjalne, gdyż 20 regularnych linij okrętowych komunikacji bezpośredniej łączy Bordeaux z Antylami, Afryką północną, Marokiem, wybrzeżem Afryki Zachodniej, Madagaskarem i Indochinami, nadając mu charakter jednego z głównych portów wymiany towarowej między koloniami i metropolią.

Les négociants et les industriels polonais qui représentent les maisons françaises ou sont en relations d'affaires avec la France ou son domaine d'outre-mer sont priés de se faire enregistrer dans leur propre intérêt à la Chambre de Commerce Polono-Française.

4.255.000 tonnes, et le mouvement des voyageurs un peu plus de 52.000 unités.

Cette diminution sévère, qui a affecté presque tous les principaux éléments habituels du trafic du Port de Bordeaux (notamment les importations de charbons, phosphates, pyrites, nitrates, bois divers, céréales, et les exportations de poteaux de mine, produits résineux, vins et eaux-de-vie, conserves alimentaires) a fort heureusement été atténuée en partie par l'augmentation de certains autres trafics auxquels le port offre des commodités particulières. De ce nombre sont les importations de pétroles bruts destinés aux raffineries girondines, de sucres bruts, de riz, de bois coloniaux et généralement de tous produits des colonies, ainsi que les expéditions de produits et sous-produits du raffinage des pétroles, de chaux et ciments, de sucres raffinés, de tourteaux d'arachides, de ferrailles, etc...

Le Port Autonome de Bordeaux s'est, en effet, efforcé, au cours des dix dernières années, de s'adapter d'aussi près que possible aux conditions actuelles de son activité et d'offrir le maximum de facilités au commerce maritime. Parmi les plus importantes de ces réalisations, il faut signaler tout spécialement, avec la modernisation de tous les quais et outillages, l'amélioration des accès, etc..., le creusement, en pleine mer, au large de l'estuaire de la Gironde, d'une nouvelle passe d'entrée, profonde et sûre, et la construction, à l'embouchure même du fleuve, en eaux profondes et calmes, de l'avant-port du Verdon, accessible à toute heure de marée par les plus grands navires actuels. Relié directement à Bordeaux par une voie ferrée électrifiée et une route moderne, pourvu de toutes les commodités nécessaires au transbordement rapide des passagers et marchandises diverses, l'avant-port du Verdon met le port de Bordeaux au nombre des grands ports d'escale européens, et lui donne des facilités nouvelles pour ses services de passagers, pour la réception des grands cargos rapides et les escales de grand tourisme maritime. Les premières années d'exploitation ont d'ailleurs confirmé pleinement, par le nombre et les grandes dimensions des navires qui y ont fait escale, les espoirs mis dans cette oeuvre remarquable.

On est ainsi en droit de compter que les possibilités considérables de l'ensemble des installations du Port Autonome de Bordeaux, mises en réserve pendant la crise actuelle, lui permettront de profiter aussitôt de la reprise des échanges internationaux, lorsque les difficultées présentes auront été aplanies.

Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que les résultats globaux du trafic des marchandises, au cours de l'année 1937 — année qui ne fut pourtant pas exempte de difficultés économiques — sont en augmentation de plus de 15% sur les résultats homologues de l'année précédente. C'est là une constatation qui semble autoriser de légitimes espoirs pour l'activité future du Port de Bordeaux.

Czy firma WPanów zapisała się już
w poczet członków
Izby Handlowej Polsko-francuskiej?

* * *

W r. 1930 przed światowym kryzysem gospodarczym ogólny tonaż statków ruchu morskiego portu Bordeaux obejmował 9 milionów ton rej. netto, obrót towarowy wynosił 5 milionów ton i ruch pasażerski 50.000 osób. Od tego czasu port Bordeaux ucierpiał, jak i wszystkie porty z powodu ograniczeń wymiany międzynarodowej. W szczególności w ciągu 1936 r., który był jednym z najtrudniejszych, wyżej wspomniany tonaż statków obniżył się do 8.135.000 t rej. netto, podczas gdy obrót towarowy osiągnął zaledwie 4.255.000 t, zaś ruch pasażerski — 52.000 osób.

Ten znaczny spadek obrotów, który dotknął prawie wszystkie zasadnicze składniki obrotów portu Bordeaux (szczególnie przywóz węgla, fosfatów, pirytów, azotanów, drzewa różnego, zbóż; wywóz kopalniaków, produktów żywicznych, win i wódek, konserw spożywczych) był na szczęście częściowo wyrównany przez wzrost obrotów różnych innych gałęzi handlu, dla których port posiada szczególne udogodnienia. W tej liczbie znajdują się przywożone produkty naftowe surowe, przeznaczone dla rafineryj okręgu Gironde, cukier surowy, ryż, drzewa kolonialne i w ogóle wszystkie produkty kolonialne oraz wywożone produkty pochodne z rafineryj nafty, wapno i cement, cukier oczyszczony, makuchy orzechów ziemnych, łom żelazny i t. d.

Port autonomiczny Bordeaux w ciągu ostatnich 10-ciu lat usiłuje dostosować się jak najbardziej do obecnych warunków swego ruchu i stworzyć maksymalne ułatwienia dla handlu morskiego. Między największymi z tych realizacyj należy szczególnie podkreślić usprawnienie dostępu do portu wraz z modernizacją nabrzeży i urządzeń, wykop w morzu, poszerzający zatokę ujścia Gironde i tworzący nowy przepust wjazdowy głęboki i bezpieczny, budowę w delcie rzeki na wodach głębokich i spokojnych portu zewnętrznego Verdon, dostępnego w każdej chwili w czasie przypływu i odpływu dla największych statków nowoczesnych. Port zewnętrzny Verdon połączony bezpośrednio z Bordeaux przy pomocy zelektryfikowanej kolei żelaznej i nowoczesnej drogi, zaopatrzonej we wszystkie niezbędne udogodnienia dla szybkiego przeładunku różnych towarów i podróżnych, stawia Bordeaux w rzędzie dużych portów postojowych europejskich i daje mu nowe ułatwienia dla obsługi pasażerów oraz dla przyjmowania dużych statków szybkobieżnych i lądowania wielkiej turystyki morskiej. Pierwsze lata eksploatacji, zarówno ilością jak i rozmiarami przybijających statków, potwierdziły nadzieje pokładane w tym wielkim przedsięwzięciu.

Można w zupełności liczyć na to, że znaczne możliwości całokształtu instalacyj portu autonomicznego Bordeaux, trzymane w rezerwie podczas obecnego kryzysu, pozwolą mu natychmiast wykorzystać ożywienie wymiany międzynarodowej, z chwilą, gdy obecne trudności zostaną zażegnane.

Godnym również zaznaczenia jest fakt, że wyniki wszechświatowego obrotu towarowego w ciągu 1937 r., który nie był całkowicie wolny od trudności gospodarczych, wykazują wzrost ponad 15% w stosunku do tychże obrotów roku poprzedniego. Stwierdzenie tej okoliczności wydaje się usprawiedliwiać uzasadnione nadzieje pokładane w przyszłości portu Bordeaux.

M. CHOJECKI
p. o. Dyrektora Izby Handlowej Francusko-Polskiej w Paryżu

Warunki współpracy z rynkiem francuskim

Les conditions de la collaboration avec le marché français

(Wywiad z p. M. Chojeckim, p. o. Dyrektora Izby Handlowej Francusko-Polskiej w Paryżu)

Korzystając z pobytu w Warszawie p. M. Chojeckiego, p. o. Dyrektora Izby Handlowej Francusko-Polskiej w Paryżu, Redakcja uzyskała od niego, jako reprezentanta pewnych polskich interesów eksportowych na terenie Francji i wybitnego rzeczoznawcy w tej dziedzinie, niewątpliwie cenne informacje, które powinny być wykorzystane przez naszych eksporterów i wskazać im właściwe metody pracy na rynku francuskim.

Na kilku odbytych konferencjach w biurze Izby Handlowej Polsko-Francuskiej w Warszawie z p. Dyr. St. Kocotem poruszane były sprawy zwiększenia polskiego wywozu, trudności hamujących ten wywóz i niepowodzenia wielu transakcyj. Zagadnienia te są obecnie najbardziej żywotne, zwłaszcza wobec konieczności utrzymania naszego bilansu płatniczego.

— Czy nie zechciał by Pan Dyrektor udzielić nam pewnych informacyj — zwracamy się do p. M. Chojeckiego — możliwie najbardziej praktycznych, które mogłyby wskazać polskim eksporterom, nie zawsze odpowiednio zorientowanym, właściwe metody współpracy z Francją.

— Przede wszystkim należy zrozumieć i przyjąć za zasadę, że dla przeważającej większości polskich eksporterów istnieje właściwie tylko jedyny sposób opracowywania rynku francuskiego, a to za pośrednictwem własnego przedstawiciela. System ten, od dawna praktykowany przez najpoważniejsze firmy polskie i zagraniczne, pozwala na uniknięcie jakichkolwiek reklamacyj, które zdarzają się niestety bardzo często i powodują trudności w rozliczeniu. Uchroni on również wielu kupców przed ewentualną nieuczciwością jednej ze stron, a jednocześnie daje gwarancję, że o ile w ogóle artykuł jest poszukiwany na rynku francuskim i posiada zdolność konkurencyjną, to wywóz może osiągnąć bardzo poważne nawet rozmiary.

— Bardzo często słyszy się, że firma X lub Y po nawiązaniu stosunków handlowych z Francją drogą korespondencyjną lub dzięki wyjazdowi swego pełnomocnika na tamtejszy rynek, towaru nie wywozi, bo... odbiorca żąda pewnego kredytu, na który dostawca nie chce się zgodzić. W ten sposób nieraz upadają długotrwałe i często bardzo kosztowne wstępne rozmowy między obu stronami. Czy można temu jakoś zaradzić?

— Pytanie to wiąże się ściśle z poprzednim. Eksporter winien zrozumieć, że tak, jak sam nie zawsze ufa odbiorcy co do jego solidności i pragnie otrzymać należność częściowo w formie zaliczki, przy załadowaniu towaru w Polsce, tak i odbiorca, nie mając właściwie żadnej gwarancji co do jakości towaru i ścisłej zgodności jego z gatunkiem otrzymanych prób lub co do tego, czy towar nie ulegnie w pewnych warunkach zepsuciu — zawsze będzie się starał najpierw otrzymać towar, a dopiero po sprawdzeniu będzie regulował należność. Ostatnia moja uwaga dotyczy przede wszystkim produktów rolnych i hodowlanych. A już żądanie zaliczki, co czasem może być nawet koniecznością i od czego eksporterzy często uzależniają wysyłkę towaru, jest, z małymi wyjątkami, nieomal zawsze przekreśleniem dalszych pertraktacyj i pociąga za sobą zerwanie z takim trudem nawiązanych stosunków. Zapobiec temu można, jak to już wspomniałem, przede wszystkim systemem pracy za pośrednictwem przedstawiciela.

W praktyce sprawa ta przedstawia się następująco:

Przedstawiciel, oczywiście mowa tu o przedstawicielu wprowadzonym na rynku francuskim, znającym pierwszorzędnie daną branżę i cieszącym się całkowitym zaufaniem eksportera, albo sprowadza towar do swego składu i następnie dostarcza go właściwym odbiorcom, albo opiniuje wykonane przez eksportera zamówienie i wysłane bezpośrednio do odbiorców. To znaczy, że przedstawiciel przyjmuje wobec odbiorcy odpowiedzialność za uszkodzenie towaru, nieodpowiedni gatunek, jego niepunktualną dostawę lub inne uchybienia, z drugiej strony przyjmuje wobec swego mocodawcy moralną odpowiedzialność co do wypłacalności klienta, a całkowitą za ulokowanie towaru na rynku. W tym wypadku, mając możność obejrzenia towaru na miejscu, odbiorca ureguluje należność bez żadnej kwestii i natychmiast gotówką lub innym sposobem powszechnie w handlu używanym.

Przedstawiciel ma możność dopilnowania interesów swego mocodawcy, co zresztą należy do jego działalności i niewątpliwie nie sprzeda na kredyt firmie niesolidnej. Dalszą korzyścią dla eksportera, wynikającą z działalności przedstawiciela, jest możność uzyskania poważniejszych zamówień, łatwe zwiększenie liczby odbiorców, jak również możność otrzymywania dokładnych wskazówek, dotyczących wymagań odbiorców i ścisłych informacyj w zakresie koniunktury rynkowej.

Dochodzimy teraz do sedna sprawy, do trudności znalezienia odpowiedniego przedstawiciela. Jeżeli firma może wysłać zagranicę swego zaufanego współpracownika, który zna, względnie potrafi poznać rynek francuski i potrafi wejść w stosunki handlowe z odbiorcami — to już wszystko w porządku, bieg spraw będzie ściśle uzależniony od zdolności i sprytu handlowego wysłannika. Jeżeli ten sposób jest niemożliwy, jedyną drogą jest zwrócenie się do izby bilateralnej z prośbą o wskazanie odpowiedniego kandydata na przedstawiciela. Nie wszyscy kupcy zorientowani są o korzyściach, wynikających ze ścisłej współpracy z Izbą. Brak czasu nie pozwala mi niestety na wyliczenie wszystkich świadczeń Izby, ograniczę się jedynie do omówienia pomocy Izby przy znalezieniu przedstawiciela. Izba może wskazać kan-

dydata znanego jej bezpośrednio i dającego całkowitą gwarancję UCZCIWEJ i OWOCNEJ działalności. W tym celu Izba przeprowadza szczegółowe badania i wywiady, których wynik pozwala osądzić, czy kandydat odpowiada wszystkim stawianym mu wymaganiom i, co najważniejsze, Izba ma możność śledzić za jego pracą.

Oczywiście nie można liczyć na to, że Izba natychmiast wskaże odpowiedniego kandydata. Nie jest to sprawą tak łatwą, tym bardziej, że, jak powiedziałem, kandydat winien odpowiadać bardzo wielu warunkom. To też czasem sprawa przeciąga się nawet tygodniami, ale na to nie ma rady.

Lepiej rozpocząć pracę nieco później, ale z człowiekiem absolutnie pewnym i zdolnym, niż wysłać towar komukolwiek i narazić się na poważne straty. Wiemy zresztą wszyscy, że nawet znalezienie przedstawiciela rejonowego we własnym kraju, gdzie kontrola jest stosunkowo łatwą, nastręcza niejednokrotnie duże trudności, więc tym bardziej nie należy się dziwić, że sprawa ta komplikuje się i przeciąga na terenie zagranicznym. Z drugiej strony solidny kandydat na przedstawiciela nie z każdym eksporterem będzie pracował. Należy mieć na uwadze fakt, że przedstawiciel niepoważnej firmy może narazić swą opinię na rynku francuskim, jeżeli eksporter dostarczy mu towar nieodpowiedni, w złym gatunku lub po umówionym terminie dostawy.

To też streszczając co powiedziałem, raz jeszcze podkreślę, że tylko solidna firma, niezależnie od skali jej obrotów lub eksportu, powinna pracować z rynkiem zagranicznym i wywozić dobry i możliwie konkurencyjny towar i tylko równie solidny przedstawiciel może przyczynić się do zwiększenia polskiego wywozu i do umocnienia przekonania, że polska wytwórczość i polskie załatwienie transakcji jest na bardzo wysokim poziomie. To też uważam za wskazane dla dobra polskiego wywozu i polskiej propagandy zagranicą popierać i nakłaniać do eksportu jedynie te firmy, które nie narażą na szwank opinii polskiej zagranicą.

Dziękujemy za te niewątpliwie cenne informacje i żegnamy naszego miłego rozmówcę. Mamy nadzieję, że uzyskane wiadomości pozwolą polskim eksporterom wejść na właściwą drogę i nie wątpimy, że wskazówki te będą praktycznie wykorzystane na polu współpracy polsko-francuskiej.

F. BAJKOWSKI
Inspecteur de la Chambre d'Agriculture
de Łódź

Les possibilités d'augmentation des exportations de pommes de terre de Pologne

Zwiększenie eksportu ziemniaków z Polski

Peu de pays possèdent des conditions aussi favorables que celles que l'on trouve en Pologne pour la culture des pommes de terre. Il n'y a donc rien d'étonnant si la Pologne est, avec l'Allemagne, le plus grand producteur de pommes de terrre de l'univers.

Toutes les conditions possibles, aussi bien celles du sol que du climat et du grand pourcentage de la population rurale, s'allient pour placer la production de la pomme de terre en Pologne à un niveau très élevé, aussi bien au point de vue de la quantité que de la qualité, et lui donner une place prépondérante dans le domaine de la culture agricole. Le climat de la Pologne, avec son hiver assez rigoureux, son printemps d'une tiédeur tempérée et son été qui n'est pas très chaud, avec un nombre suffisant de précipitations atmosphériques pendant la période de végétation des pommes de terre, contribuent à la salubrité du produit et à des récoltes relativement grandes par unité de superficie.

En Europe Occidentale les plus grands dégâts dans les plantations de pommes de terre sont causés par les maladies de virus, qui produisent une diminution de récoltes, ce qui rend nécessaire le renouvellement des semences tous les 2 ou 3 ans. En Pologne, les maladies causées par le virus, bien qu'atteignant certaines qualités de pommes de terre, ne peuvent pas être comparées par leur intensité à celles de l'Ouest de l'Europe, c'est pour cette raison que les pommes de terre de semence exportées de Pologne ont une grande valeur au point de vue de la salubrité.

Lors du grand développement général de l'agriculture en Pologne, une attention plus particulière fut portée sur la culture des pommes de terre de semence, complétement exemptes de virus. Dans beaucoup de propriétés on procède à une sélection de pommes de terre de semence des meilleures qualités. Les pommes de terre sélectionnées sont destinées partiellement aux exportations, et partiellement distribuées dans le pays pour améliorer la production dans certaines régions, qui en éprouvent le besoin. Jusqu' à présent c'est dans les districts de l'ouest et du centre que la culture des pommes de terre est particulièrement développée. La producton générale en Pologne atteint jusqu' à 320 millions de quintaux par an. De cette quantité 25% sont employés comme fourrage, 15% comme semence, 4% pour les besoins de l'industrie, 48% pour l'alimentation. Le reste représente les pertes se produisant pendant la conservation.

Pendant ces dernières années les exportations des pommes de terre tout en croissant ont atteint en 1936 le chiffre de 490.000 quintaux. Ce sont surtout les pommes de terre destinées à la semence qui ont été exportées vu la garantie accordée par le contrôle des autorités officielles compétentes. Nous pouvons considérer

les exportations dans cette branche comme encore trop faibles en comparaison avec les possibilités existantes et les demandes des marchés étrangers. Les pommes de terre de semence sélectionnées sont vendues à un prix supérieur à celui des pommes de terre comestibles et industrielles, ce qui est tout à fait compréhensible, vu le plus grand effort de travail et des capitaux engagés pour ce genre de production. Grâce à leurs relations commerciales de longue date avec l'étranger, les voïevodies de Poznań et de Poméranie ont atteint un degré élevé de spécialisation dans les transactions pour les pommes de terre de semence et ont concentré sur ce terrain toutes les exportations de pommes de terre sélectionnées. Malheureusement les districts centraux (les voïevodies de: Łódź, Varsovie, Kielce et Białystok et partiellement Lublin) quoique disposant d'une production considérable et complétement saine ne participent presque pas aux exportations. Il est donc nécessaire d'attirer sur ce fait l'attention des producteurs de ces régions qui ne sont pas encore exploitées en vue des besoins de l'exportation et les instruire des conditions exigées par les acheteurs étrangers en ce qui concerne la qualité des produits aussi bien que leur emballage. La différence sensible des prix que nous remarquons entre les pommes de terre des districts de l'Ouest et celles des provinces centrales doit encourager ces dernières régions à organiser la culture des pommes de terre sélectionnées ce qui permettrait d'augmenter sensiblement les exportations polonaises de ce produit.

Plus loin nous citons les principaux exportateurs de pommes de terre de Pologne.

LEON CAŁKA
Union des Exportateurs de Céréales
de la République de Pologne

Les exportations de céréales

Wywóz zbóż

La Pologne, en tant que pays de caractère prépondérant agricole, exportait déjà les céréales dans les temps anciens. Au XVI siècle, elle était le fournisseur de céréales le plus important pour les pays de l'Europe occidentale.

Après l'obtention de l'indépendance, l'exportation des céréales se développa dans la mesure de la stabilisation de la conjoncture. Depuis l'année 1929, elle augmenta sérieusement, atteignant constamment 500.000 à 1.000.000 de tonnes annuellement.

La faible récolte de l'année 1937 a restreint l'exportation des principales céréales, sauf l'orge, mais il est hors de doute qu'à la suite de récoltes abondantes dans les années futures cette exportation se développera à nouveau sérieusement.

L'exportation polonaise de céréales, ainsi que de leurs transformations, se présentait, pendant les dernières 5 années, comme suit (en tonnes):

	1932/33	1933/34	1934/35	1935/36	1936/37
Blé	38.803	72.387	57.785	52.839	51.302
Seigle	298.081	475.328	529.055	217.196	217.251
Orge	161.436	160.465	325.692	350.541	287.647
Avoine	13.876	13.808	45.058	117.703	66.935
Farine de blé	10.551	12.822	33.977	98.107	65.709
Farine de seigle	22.978	83.331	62.009	146.525	93.148
Malt	885	1.191	15.689	20.911	33.284
Total	546.610	819.332	1.069.265	1.003.822	815.276

Ci-dessous, nous indiquons, pour ces périodes annuelles, le pourcentage de l'exportation de chaque céréale par rapport à la récolte en convertissant les farines et malt en grains.

	Blé	Seigle	Orge	Avoine
1932/33	3,8	5,3	11,5	0,6
1933/34	4,1	8,2	11,1	0,5
1934/35	4,9	9,4	24,2	1,7
1935/36	8,9	6,1	25.2	4,5
1936/37	6,3	5,2	23,0	2,5

On voit donc qu'uniquement l'exportation de l'orge comprend constamment le pourcentage le plus important des récoltes, par contre, les suppléments des autres céréales sont, par rapport aux récoltes, peu importants. Ceci peut aussi s'expliquer par le fait que, dans l'année courante, où les récoltes sont plus faibles, on peut exporter seulement l'orge, et cette exportation sera cependant de beaucoup inférieure à celle des années précédentes ainsi qu'il découle clairement des chiffres des trois premiers mois de la période économique.

De Août à Octobre 1937, il a été exporté 37.157 tonnes contre 121.633 tonnes pendant la même période de l'année précédente.

Il y a lieu cependant de prendre en considération que, dans l'année courante, il a été exporté presque exclusivement l'orge de qualités supérieures, d'un poids spécifique au-dessus de 670 g vu que seulement ces qualités bénéficient de la prime d'exportation.

L'exportation des céréales de Pologne a bénéficié de primes depuis Novembre 1929 sous forme de remboursement de la douane. Ces primes ont été maintenues avec certaines modifications jusqu'au 15 Mars 1937. Pour la nouvelle année 1937/38, on a introduit le remboursement de la douane seulement pour l'orge.

Avec l'exportation des céréales est liée une série de problèmes économiques et d'organisation qui forment la sphère d'activité de l'Union des Exportateurs de Céréales de la République de Pologne, dont le siège est à Poznań. Cette organisation a été constituée au moment du sérieux développement de l'exportation des céréales de Pologne, en 1929. Elle ne groupe pas directement les maisons qui exportent mais les organisations représentant tous les groupes qui sont intéressés dans les problèmes de l'exportation des céréales. Donc, à côté des associations des exportateurs et

marchands sont représentées les organisations agricoles et coopératives, institutions d'Etat, travaillant sur ce terrain ainsi que les organisations de l'industrie transformatrice, c'est à dire meunière.

Les fonctions de l'Union des Exportateurs de Céréales liées avec le système de primes à l'exportation des céréales, pendant la période où ces primes étaient en vigueur, formaient une partie importante de son activité, car tous les certificats donnant droit au remboursement de la douane étaient délivrés par son intermédiaire. L'Union des Exportateurs de Céréales veillait sur toute l'action des primes et prenait soin de son accomplissement convenable et technique. De même aujourd'hui, du reste, elle a la même importance, dans une sphère plus petite pour les primes à l'exportation de l'orge.

Ces temps derniers, cette Union a joué un rôle important dans l'organisation de l'exportation dans les cadres des clearings internationaux. En outre, comme organisation spécialisée, elle coopère au contrôle de l'exportation des devises en liaison avec les restrictions de devises en vigueur en Pologne.

Le travail sur les problèmes économiques généraux de l'exportation des céréales est également concentré à l'Union des Exportateurs de Céréales. Tous les problèmes liés avec la politique des Céréales en Pologne y sont constamment résolus avec la participation de tous les intéressés. L'opinion de l'Union des Exportateurs de Céréales est donc, pour les autorités, la réflexion de l'opinion générale dans les affaires concernant la politique des céréales.

L'exportation des céréales est faite par les maisons coopératives et privées, l'Union des Exportateurs de Céréales n'exerçant aucune activité commerciale.

Quand la condition d'obtention du remboursement de la douane, pour certains produits (seigle et blé), était la concentration de leurs offres, cette dernière fonction était remplie par une institution spéciale, le Bureau Polonais d'Exportation des Céréales, formée à la suite de l'initiative de l'Union des Exportateurs de Céréales qui y participe en majorité. Les certificats pour le remboursement de la douane à l'exportation des produits pour lesquels les offres n'avaient pas été concentrées pouvaient être obtenus seulement par les exportateurs reconnus par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, ce qui avait pour but l'augmentation de la qualité de l'exportation en n'y autorisant que les maisons honnêtes, saines et possédant les qualités professionnelles requises.

COMMERCE EXTERIEUR DE LA POLOGNE EN 1937

	SECTIONS	Import. 1936 1000 zł	Export. 1936 1000 zł	Import. 1937 1000 zł	Export. 1937 1000 zł
I.	Produits du règne végétal	90.582	209.292	107.643	139.803
II.	Animaux vivants et produits d'origine animale	28.009	178.362	33.932	204 244
III.	Produits d'origine minérale	37.853	171.598	60.831	233.463
IV.	Cires, graisses, huiles d'origine végétale et animale, les dénommées ailleurs exceptées	19.996	295	22.233	1.000
V.	Préparations alimentaires; tabacs	30.744	56.046	42.840	90.771
VI.	Produits chimiques et pharmaceutiques, couleurs	63.868	29.341	67.303	34.779
VII.	Peaux, cuirs, peaux de fourrure, ouvrages en cuir	84.907	17.792	96.844	31.591
VIII.	Matières textiles et ouvrages de ces matières	312.594	71.760	347.791	89.400
IX.	Caoutchouc et ses succédanés; ouvrages de ces matières	15.661	514	22.884	1.586
X.	Bois, liège, ouvrages de ces matières, vannerie	4.755	165.312	6.231	201.584
XI.	Papier et ouvrages en papier	19.109	8.223	26.423	8.491
XII.	Ouvrages en pierre, produits céramiques, ouvrages en verre	9.829	2.023	13.395	2.934
XIII.	Métaux communs et ouvrages en métaux communs	129.249	96.985	202.805	138.252
XIV.	Machines et appareils matériel électrique	90.437	7.215	118.080	7.659
	Matériel de transport	31.984	3.175	42.571	1.225
XV. XVI.	Appareils de pesage, outils, instruments et appareils de précision, scientifiques, optiques; machines á écrire; horlogerie, instruments de musique	22.957	1.009	28.325	1.556
XVII.	Armes et munitions	1.146	17	1.477	19
XVIII.	Chapeaux, parapluies, cannes, articles de mode	278	4.012	373	3.199
XIX	Ouvrages divers non compris dans les autres sections	8.926	2.587	11.781	2 918
XX.	Oeuvres d'art et objets de collection	80	27	98	3
XXI.	Marchandises mixtes	481	661	438	1.074
		1.003.445	1.026.246	1.254.298	1.195.551

Commerce extérieur de la Pologne

Balance commerciale de la Pologne en 1937

D'après les données provisoires de l'Office Central des Statistiques, la Pologne a importé, en 1937, 3.683.056 tonnes de marchandises d'une valeur de 1.254,3 millions de złotys et en a exporté 14.987.682 tonnes, d'une valeur de 1.192,6 millions de złotys.

La balance commerciale de 1937 fait donc ressortir un solde déficitaire de 61,7 millions de złotys.

Echanges commerciaux polono-français en 1937

Les exportations françaises en Pologne ont atteint en 1937 la somme de 40.691.000 złotys contre 43.473.000 złotys en 1936. Par contre, les exportations polonaises en France se sont élevées à 49.213.000 złotys contre 43.670.000 złotys en 1936. L'excédent en faveur de la Pologne se monte donc à 8.522.000 złotys.

Distribution des contingents d'exportation

Le Ministère de l'Industrie et du Commerce par sa circulaire du 12.I.1938 a établi la procédure détaillée relative à la distribution des contingents d'exportation qui est faite par les Chambres de l'Industrie et du Commerce. En principe, le montant des contingents est communiqué au Conseil du Commerce Extérieur par l'Institut d'Etat des Exportations. Le Conseil du Commerce Extérieur fixe les bases de la répartition de ces contingents qui, après approbation du Ministère de l'Industrie et du Commerce, sont distribués par les Chambres de l'Industrie et du Commerce.

Règlement d'arbitrage dans le commerce des peaux à Gdynia

Ce règlement d'arbitrage établi par le Conseil International des Unions des vendeurs de peaux brutes est entré en vigueur et il a été approuvé par le Comité des Importateurs de Peaux Brutes en Pologne et le Conseil Supérieur des Unions de l'Industrie de Tannerie en Pologne.

Réglementation des transferts

Administration des immeubles appartenant aux étrangers

La circulaire No 24 de la Commission des Devises a fixé les principes concernant l'administration de ces immeubles et les catégories de dépenses que les administrateurs sont autorisés à faire.

Dépôts des étrangers

La circulaire de la Commission des Devises No 33 du 21.I.1938 a fixé les principes relatifs à l'administration de ces dépôts composés d'obligations, d'actions, ainsi que de coupons de ces titres qui sont reçus de l'étranger au profit des personnes physiques et morales étrangères résidant en Pologne.

Législation commerciale

Interprétation de la clause CIF

Thèse de la sentence de la Cour Suprême du 22.IV.1937 CI 1716/36:

L'expression CIF (en français CAF) signifie que l'acheteur ne supporte pas les frais de transport et d'assurance étant donné que le vendeur s'engage à livrer sur le bateau, pour être transportée au lieu de destination, la marchandise pour un prix forfaitaire dans lequel sont compris, outre le prix de la marchandise, les frais d'assurance et de transport jusqu'au port destinataire.

Responsabilité de l'accepteur et de l'endosseur

Sentence de la Cour Suprême du 2.XI.1936 C.II 1401/36:

L'accepteur et l'endosseur de la traite sont responsables en vertu de la loi sur la lettre de change, même si la signature du tireur de la traite était sans valeur juridique, le souscripteur n'étant ni une personne physique, ni une personne morale.

Responsabilité des membres du conseil des sociétés à responsabilité limitée

Sentence de la Cour Suprême du 27.XI.1936 CI 273/36:

L'art. 298 du Code de Commerce, de 1934, fixant la responsabilité des membres du conseil d'une société à responsabilité limitée, pour les dettes de cette société, dans les conditions indiquées dans le dit article, se rapporte aux membres du conseil formellement nommés et ne peut pas être appliqué aux cas dans lesquels la qualité d'une personne comme administrateur de la société ne découle pas clairement de sa nomination ou de son enregistrement comme membre du conseil.

Examen des livres de la société par l'associé

Thèse de la sentence de la Cour Suprême du 9.XI.1936 C. II 1537/36.

Une société en nom collectif ne peut pas interdire à un associé d'examiner personnellement les livres et documents de la société.

Législation fiscale

Fonds du travail sur les tantièmes

A partir du 1er Janvier 1938, les bureaux du Fonds du Travail ont repris des Offices des Impôts l'encaissement des taxes au profit du Fonds du Travail sur les tantièmes. Cette taxe s'élève à 2% du montant des tantièmes payés et doit être versée dans le courant des 7 premiers jours du mois suivant.

Déduction du revenu imposable des sommes utilisées pour la construction

Le Tribunal Administratif Suprême par sa sentence du 17.XII.1937 L. Rej. 3286/36 a émis le point de vue que le droit de déduire du revenu général soumis à l'impôt de la personne qui

a construit une maison d'habitation les sommes utilisées pour cette construction n'expire pas par suite de la mort de cette personne; ainsi que l'a justifié le Tribunal Administratif Suprême dans une autre sentence, de même les devoirs du contribuable, en rapport avec ses revenus réalisés au cours de sa vie, ne s'éteignent pas du fait de sa mort.

Bureaux d'agents commerciaux

La Cour Suprême, par sa sentence du 1.VI 1937 1 K. 450/37 a émis le point de vue que la possesion par l'agent commercial, remplissant des fonctions professionnelles dans son appartement privé, du téléphone et d'une machine à écrire, ne suffit pas à elle seule pour considérer cet appartement comme bureau d'agent commercial, s'il n'est pas établi que, sur cette machine, a travaillé une aide auxiliaire appointée.

Il y a lieu de mentionner que l'agent commercial ne peut avoir de bureau que sur la base d'un certificat industriel de II catégorie pour les entreprises commerciales.

Législation sociale

Résiliation du contrat de travail

La Cour Suprême, Chambre Civile, par sa sentence du 30 X—20.XI.1936 LC III 569/36 a émis le point de vue suivant:

S'il a existé une cause grave pour la résiliation du contrat de travail, cette résiliation, même si elle a lieu pendant le temps du congé, est valable et provoque une pleine conséquence juridique.

En vertu des prescriptions de l'art. 36 de l'ordonnance concernant le contrat de travail des travailleurs „intellectuels" le droit de résilier un contrat de travail par suite de faute de la partie adverse ou de cause grave expire dans le courant d'un mois à partir du moment où la partie désirant résilier le contrat a été informée de l'existence de la cause grave ou de la faute.

Questions industrielles

Nouveaux gisements de pyrites en Pologne

Les travaux de prospection dans la région de Kielce ont abouti à la découverte de nouveaux gisements de pyrites dont l'exploitation sera prochainement commencée par une société spécialement constituée à cet effet. Il convient de rappeler qu'il existe déjà depuis quelques années une mine de pyrites dans la région de Kielce.

Enregistrement de nouveaux cartels en Pologne

Au cours de l'année 1937 on a déposé au Registre des Cartels, tenu au Ministère de l'Industrie et du Commerce, en Pologne, 21 ententes de maisons polonaises et 5 Cartels internationaux auquels les maisons polonaises ont également adhéré.

Ajoutons que l'industrie polonaise de transformation participe à 49 ententes industrielles internationales.

De ce chiffre de 49 ententes, l'industrie chimique en a conclu 37, l'industrie des métaux: 8, l'industrie électro-technique: 2 et l'industrie d'alimentation: 2.

La valeur des exportations polonaises de ces branches d'industrie qui sont soumises à ces ententes internationales atteint 10 millions de złotys.

Communications

Convention internationale

La Convention Internationale concernant le transport des marchandises par chemins de fer, signée à Rome le 23 Novembre 1933, a été ratifiée par la Pologne. (Journal des Lois de la République de Pologne No 89 du 30.12.1937).

Construction de navires

Les Chantiers Navals de Gdynia viennent de recevoir la première commande d'un navire de plus grandes dimensions, à savoir de 1.200 tonnes. Ce bâtiment sera construit pour les besoins de la flotte marchande polonaise. Il convient de rappeler que les Chantiers Navals de Gdynia ont conclu dernièrement un accord avec la société anglaise bien connue de S. White à Cowes lui assurant la collaboration technique des chantiers anglais.

Les silos à grains de Gdynia

Les silos à grains de Gdynia, mis en exploitation dernièrement, sont déjà utilisés pour les besoins du transit étranger. Ainsi, dernièrement, les silos ont chargé à bord d'un cargo danois une cargaison de maïs en provenance de Roumanie. D'autre part, des transports de maïs et de blé hongrois seront expédiés prochainement à l'adresse des silos de Gdynia aux fins d'exportation par voie de mer.

Foires polonaises

La Foire Internationale de Poznań aura lieu en 1938 au mois de Mai. Il est à noter qu'à cette Foire participeront en nombre important les exposants de 21 pays étrangers.

Le bureau de la Chambre tient à la disposition des intéressés toutes les informations détaillées à ce sujet.

Dla uzupełnienia ewidencji Polsko-Francuska Izba Handlowa uprasza o zgłaszanie do biura Izby firm polskich, które mają przedstawicielstwa firm francuskich oraz tych, które pozostają w stosunkach handlowych z Francją lub jej posiadłościami zamorskimi.

Kronika gospodarcza

Część polska

Handel Zagraniczny Francji

Zmiany ustawodawstwa celnego

Zmienione zostały stawki celne na przywożone z zagranicy: lakiery i farby z poz. t. c. fr. 298, wyciągi oraz octan celulozy dla wyrobu lakierów z poz. 298 bis, farby drukarskie z poz. 299 bis, skóry wyprawione z poz. 476 bis, tłuszcze roślinne z poz. 111 bis A i B, glicerynę, z poz. 0196 (Dz. U. Rz. Fr. Nr 28 z 3.II.38), wyroby nożownicze z poz. 549, naczynia kuchenne z poz. 557 bis, wyroby z ołowiu z poz. 576, zamknięcia błyskawiczne z poz. 645 bis, gry i zabawki z poz. 646 A i 646 bis A (Dz. U. Rz. Fr. Nr 25 z 30.I.38), materiały ogniotrwałe z poz. 331 A do J (Dz. U. Rz. Fr. Nr 7 z 9.I.1938), szpulki do nawijania filmów z poz. 635 bis B, (cło obecne wynosi 8 fr. od 1 kg netto, dawniejsze — fr. 5.45 — Dz. U. Rz. Fr. Nr 4 z 6.I.38 r.), miotły i szczotki z poz. 643 bis, 644, 644 bis, związki chemiczne jak, żelazocjanek potasu z poz. 040, 041, chloran wapnia z poz. 048, fosforan sodu z poz. 048, siarczan magnezu z poz. 0139 i inne z poz. 0180 D, 0263, 0296 (Dz. U. Rz. Fr. Nr 31 z 6.II.38), produkty destylacji ropy naftowej z poz. 197 A do C i 198 A B C bis i ter, benzynę samochodową i inne, olej świetlny, parafinowy i wazelinowy, oleje ciężkie nieoczyszczone, olej do zegarków (Dz. U. Rz. Fr. Nr 6 z 8.I.38), „road-oils" i smołę płynną z poz. 198 quater, podkowy z poz. 563 bis, haczyki do wędek z poz. 547, łyżki i widelce wszelkiego rodzaju z żelaza, stali, aluminium i innych nieszlachetnych metali z poz. 569 C, rury i inne wyroby z ołowiu z poz. 576, rury z blachy cynkowej z poz. 578 A, guziki porcelanowe, metalowe, drewniane i inne z poz. 645, bieliznę osobistą, stołową z poz. 460 G, (Dz. U. Rz. Fr. Nr 34 z 10.II.38).

Cło od zagranicznych pochewek do wszelkich kieszonkowych lamp elektrycznych zostało ustalone w wysokości fr. 10 za kg według taryfy minimalnej (Dz. U. Rz. Fr. Nr 7 z 9.I.38).

Podwyższone zostały również stawki celne na przywożone z zagranicy cylindry z drzewa i deski grawerowane dla druku papieru, tkaniny, linoleum i t. d. z poz. 603 quinquiès, tkaniny i wstążki z poz. 456 ter (Dz. U. Rz. Fr. Nr 21 z 26.I.38), grafity w stanie kolodialnym z poz. 191 bis, wyroby z żelaza i stali z poz. 566, z miedzi i aliażu z cynku i cyny z poz. 576, parasole i parasolki z poz. 562, tkaniny z kauczuku i ubrania z poz. 620 C, D, F, G, M, O, P i Q (Dz. U. Rz. Fr. Nr 32 z 8.II.38 r.).

Dekretem z dn. 31 grudnia 1937 została ustalona dla gazu naftowego, butanowego, propanowego i podobnych w stanie płynnym i gazowym nowa pozycja taryfy celnej francuskiej — 198 septiès. Stawka celna wynosi 12 fr. za 100 kg netto (Dz. U. Rz. Fr. Nr 34 z 10.II.38).

Pozwolenia na przywóz do Francji

Część kontyngentu przywozowego na fasolę, wyznaczonego na I kwartał 1938 r., została zarezerwowana dla przywozu fasoli nasiennej marki „Porte-Graine" (Dz. U. Rz. Fr. Nr 22 z dn. 27.I.38). Została wprowadzona na 1938 r. opłata licencyjna od pozwoleń przywozu na sprowadzany z zagranicy cukier (poz. 91 A i B) w wysokości 22 fr. fr. od 100 kg netto (Dz. U. Rz. Fr. Nr 37 z 13.II.1938).

Wydawanie pozwoleń przywozu na miód zagraniczny podlega nowej reglamentacji, wprowadzonej zarządzeniem ogłoszonym w Nr 25 Dz. U. Rz. Fr. z 30.I.38 r.

Import sadzeniaków

Przy imporcie sadzeniaków do Francji wymagane są zaświadczenia z Izby Rolniczej w Poznaniu dla następujących gatunków selekcyjnych: Ackersegen, Allerfrüheste Gelbe, Bintje, Centifolia, Early Rose, Flava, Konsurragis, Odenvalder, Blaüe, Ovalgelbe, Parnassia, Pepo, Royal Kidney, Wohltmann. (Dz. U. Rz. Fr. Nr 14 z 18.I.38).

Izba Rolnicza Francusko-Polska w Paryżu została upoważniona do pobierania opłaty w wysokości 1 fr. od kwintala zawartych i przez tę Izbę wizowanych umów na sprzedane do Francji sadzeniaki przeznaczone do krochmalni (Dz. U. Rz. Fr. Nr 6 z 8.I.38).

Zniesienie kontyngentów

Zawieszona została zasada kontyngentowania dla przywożonych z zagranicy oddzielnych części kotłów i aparatów podobnych z poz. t. c. fr. ex 533 sexiès (Dz. U. Rz. Fr. Nr 6 z 8.I.38) oraz dla wyrobów kauczukowych hygienicznych z poz. 620 O (Dz. U. Rz. Fr. Nr 35 z 11.II.38).

Zwrot cła od polskich sadzeniaków

Rząd Polski polecił Izbie Rolniczej Francusko-Polskiej w Paryżu, 11 bis rue Scribe, wypłacać importerom francuskim sadzeniaków, pochodzących z Polski i przeznaczonych dla fabryk mączki kartoflanej, zwrot różnicy cła, uiszczonego przy imporcie według taryfy minimalnej i cłem ulgowym w wysokości 15 fr. 40 ct. za 100 kg, wprowadzonym w życie dekretem z dn. 10.XII.1937 r. (Dz. U. Rz. Fr. Nr 287).

Zainteresowani importerzy, pragnący skorzystać z tego zwrotu, powinni zgłosić się do wyżej wymienionej Izby i do wypełnionego formularza załączyć odnośne pozwolenia przywozu wraz z kwitami celnymi.

Przywóz lucerny z Francji i Algeru

Ministerstwo Przemysłu i Handlu w Warszawie, zawiadomiło, że w ramach autonomicznego kontyngentu na nasiona lucerny do siewu (p. t. c. 18 ex p. 1) — będą dodatkowo wydawane pozwolenia przywozu na lucernę z Francji i Algeru — do wysokości 50.000 zł.

Kontyngenty

Kontyngent na bezcłowy przywóz lnu pochodzenia zagranicznego w okresie od I.VIII.37 do 31.VII.38 został ustalony na 45.000 ton (Dz. U. Rz. Fr. z 5.I.38).

Specjalny kontyngent, wynoszący 500 kwintali, został wyznaczony na r. 1938 dla przywozu skórek króliczych farbowanych i wykończonych, który będzie korzystał z ulgowego cła w wysokości fr. 7.50 za kg. (Dz. U. Rz. Fr. Nr 13 z 15.I.37).

Ustalony został na kampanię 1938 r. kontyngent na przywóz melasy zagranicznej w wysokości 30.000 ton według cła ulgowego 0,3 fr. od każdego stopnia zawartości cukru i 100 kg netto. Połowa tego kontyngentu przypada na pierwszy okres 4 miesięcy od 1 lutego do 31 maja 1938 r. Pozostała połowa będzie uruchomiona później. (Dz. U. Rz. Fr. Nr 12 z 15.I.38, Nr 30 z 5.II.1938).

Na I kwartał 1938 r. przyznane zostały następujące kontyngenty importowe do Francji, dla artykułów rolnych pochodzenia polskiego.

Nr taryfy celnej francuskiej	Nazwa towaru	Ilość
9 — 10	Barany żywe	587 sztuk
14 ter	Drób żywy	37 q
16 A	Mięso baranie świeże .	263 q
17 ter	Wędliny	20 q
18	Drób bity	90 q
34 A	Jaja	2.275 q
37	Masło	450 q
70	Jęczmień browarniany .	10.500 q
80	Fasola	11.250 q
80	Groch	1.500 q
80	Bób i bobik	1.500 q
166	Makuchy	7.500 q

Obroty Handlu Zagranicznego Francji

Handel zagraniczny Francji za 1937 r. w porównaniu z 1936 r. przedstawia się następująco:

	1937	1936	Różnica
	(w tysiącach franków)		
przywóz	42.315.548	25.414.076	+ 16.901.472
wywóz	23.935.241	15.491.820	+ 8.443.421
ogólny obrót	66.250.789	40.905.896	+ 25.344.893
nadwyżka przywozu	18.380.307	9.932.256	

Obroty handlowe polsko-francuskie za 1937 r. w porównaniu z 1936 r. przedstawiały się według statystyki francuskiej następująco (w tysiącach franków):

	1937	Nadwyżka w stosunku do 1936 r.
przywóz z Polski do Francji	399.714	195.110
wywóz z Francji do Polski	187.675	45.748

Ustawodawstwo Gospodarcze we Francji

Ochrona lokatorów

Dz. U. Rz. Fr. Nr 1 z dn. 1 stycznia 1938 r. ogłasza dekret z dn. 31 grudnia 1937 r. regulujący stosunki między właścicielami nieruchomości, a lokatorami lokali mieszkalnych. Zostaje utrzymany w drodze wyjątku zakaz eksmisji z lokali handlowych i przemysłowych do 1 kwietnia 1938 r. W domach, wybudowanych i wykończonych przed 1 sierpnia 1914 r., wartość czynszowa z r. 1914 zostaje podniesiona z dniem 1 stycznia 1938 r. do 180%. Od 1 lipca 1938 r. wysokość komornego będzie wynosiła 190% komornego podstawowego 1914 r. i co rok będzie wzrastała o dalsze 10%, aż do maksymalnej granicy 230% przewidzianej na okres od 1 lipca 1942 do 30 czerwca 1943 r. Dla domów zbudowanych po 1 sierpnia 1914 r. w zakresie wysokości komornego nie ma żadnych ograniczeń.

W razie budowy nowego domu na miejscu starego lub nadbudowy, ustawa nie przewiduje żadnej ochrony. Po wymówieniu 6-miesięcznym, w ciągu którego lokatorzy są zwolnieni od płacenia komornego, są oni obowiązani opuścić zajmowane mieszkanie.

Reorganizacja Ministerstwa Handlu

Dekretem z dn. 24.I.1938 r (Dz. U. Rz. Fr. Nr 22 z 27.I.1938) do atrybucji Podsekretarza Stanu w Ministerstwie Handlu należą sprawy, dotyczące: likwidacji Międzynarodowej Wystawy w 1938 r., Targi i Wystawy, kontrola izb francuskich zagranicą, prawodawstwo handlowe i przemysłowe, zwalczanie nielegalnej zwyżki cen, ochrona własności przemysłowej, wydział miar i wag i ubezpieczenia kredytów eksportowych.

Koleje francuskie

Przywóz kwiatów z Francji

Koszty przewozu kolejowego dla kwiatów sprowadzanych z Nicei wynoszą na odcinku kolei francuskich z opłatą od Nicei do Kolonii od 20 fr. za 5 kg do 130 fr. za 40 — 50 kg i na odcinku kolei niemieckich od Kolonii do Zbąszynia od RM 2.30 za 10 kg do 10.30 za 50 kg oraz dodatkowa dopłata celna RM 1.20 za odprawę celną w Kolonii w godzinach poza urzędowych.

Towar wysłany z Nicei jednego dnia o godz. 13 lub godz. 20 m. 20 przybywa do Warszawy trzeciego dnia o godz. 19.23 lub czwartego dnia o godz. 6 m. 18.

Zniżki kolejowe na Targi Lyońskie

P. K. P. przyznało 33% ulgę kolejową we wszystkich klasach i pociągach dla osób udających się na Targi Lyońskie w okresie od 8 do 20 marca r. b. i w drodze powrotnej od 14 do 26 marca r. b. Koleje Francuskie przyznają ulgę w wysokosci 40% w okresie od 7 do 27 marca r. b., przy czym podróżni mogą zatrzymywać się w drodze i powrócić inną trasą.

Bilety kolejowe sprzedaje biuro Francuskiego Urzędu Turystycznego, Ossolińskich 4 w Warszawie.

Wywóz do posiadłości zamorskich

Kontyngenty przywozowe

Zarządzeniem z dn. 31.XII.37 wprowadzono zasadę kontyngentowania przy przywozie do Afryki Zachodniej Francuskiej, między innymi dla konfekcji bawełnianej z wyjątkiem ubrań (kont. na 1938 r. — 273,6 kw.), wyrobów dzianych jedwabnych (kont. na 1938 r. — 1630 kg) i worków jutowych nowych (kont. na 1938 r. — 30.876 kw. Dz. U. Rz. Fr. Nr 192 z 23.I.1938 r.). Kontyngent na wódki zagraniczne na 1938 r. został ustalony w wysokości 95.000 litrów, w tym whisky 35.000 litrów. (Dz. U. Rz. Fr. Nr 303 z 31.XII.37).

Oznaczanie pochodzenia

Zarządzeniem z dn. 31.XII.37 został wprowadzony w życie dekret, dotyczący obowiązku oznaczania kraju pochodzenia przy imporcie do Indochin niektórych wyrobów szklanych (Dz. U. Rz. Fr. Nr 6 z 8.I.38).

Z prac bieżących Izby

Compte-rendu des travaux de la Chambre

1. Zebranie Rady

W dn. 3 lutego b.r. odbyło się zebranie Rady Izby pod przewodnictwem p. Prezesa Bogusława Hersego.

Na zebraniu tym omawiano sprawę udziału sfer gospodarczych polskich w tegorocznych Targach Paryskich, które odbędą się w czasie od 21 maja do 6 czerwca r.b. Postanowiono poczynić odnośne kroki w Ministerstwie Przemysłu i Handlu celem uzyskania poparcia dla tej inicjatywy. Jednocześnie zdecydowano zwrócić się z apelem do eksporterów polskich zainteresowanych rynkiem francuskim. Celem szerszej propagandy ze strony Izby, rozważano sprawę wydania specjalnego numeru „Polska-Francja", poświęconego Targom Paryskim.

W sprawie organu Izby ustalono program najbliższych numerów tego wydawnictwa, które będą zawierały artykuły, dotyczące poszczególnych towarów eksportowych zarówno polskich jak i francuskich.

Uchwalono zwołać następne zebranie Rady na dzień 14 marca r. b.

Rada Izby przyjęła w poczet członków następujące firmy:

Etablissements F. Delory. Fabryka Konserw. Lorient.

J. Darroux. Żurnale Mód i Szkoła Kroju. Paryż.

Fr. Miserez. Fabryka kopert do zegarków. Besançon.

Antoni Riesenkampf. Członek Rady Zarządzającej T-wa Akc. Zakładów Hutniczych „Huta Bankowa". Warszawa.

J. Thiriez Père et Fils & Cartier-Bresson. Fabryka Przędzy i Nici do Szycia. Paryż — Lille.

Aleksander Wieniewicz. Farmaceutyczne Zakłady Przemysłowe. Warszawa.

2. Walne Zgromadzenie Członków Izby

Izba Handlowa Polsko-Francuska zawiadamia, iż w dniu 7 kwietnia 1938 r. odbędzie się o godz. 17-ej w lokalu Izby przy ul. Zielnej 50 doroczne Zwyczajne Walne Zgromadzenie Członków Izby o następującym porządku dziennym:

a) sprawozdanie z działalności za rok ubiegły,

b) zatwierdzenie rachunków za rok 1937 oraz rozważenie zaprojektowanego przez Radę budżetu na rok bieżący i zatwierdzenie takowego,

c) wybór członków Rady i Komisji Rewizyjnej,

d) wolne wnioski.

W razie niedojścia do skutku zebrania w oznaczonym terminie, następne, prawomocne bez względu na ilość obecnych, odbędzie się tego samego dnia o godzinie 17.30.

1. Réunion du Conseil

Le 3 Février 1938 a eu lieu la réunion du Conseil de la Chambre de Commerce Polono-Française sous la présidence de M. Bogusław Herse, Président de la Chambre.

Le Conseil a délibéré au sujet de la participation des milieux économiques polonais à la Foire de Paris, qui aura lieu entre le 21 Mai et le 6 Juin crt. On a décidé de faire les démarches auprès du Ministère de l'Industrie et du Commerce afin de s'assurer son appui pour l'initiative de la Chambre. En même temps le Conseil a décidé de faire une large propagande pour la Foire de Paris et a envisagé la publication d'un supplément spécial de „Polska-Francja", consacré à la Foire de 1938.

Ensuite a été fixé le programme des publications qui seront insérées dans les numéros suivants de „Polska-Francja" et plus particulièrement les articles traitant l'exportation des divers produits français et polonais.

Le Conseil a fixé la date de la prochaine réunion du Conseil pour le 14 Mars crt.

Le Conseil a accepté l'adhésion de nouveaux membres, à savoir:

Etablissements F. Delory. S. A. Fabrique de Conserves Alimentaires. Lorient.

J. Darroux. Journaux de Modes. Méthode de Coupe. Paris.

Fr. Miserez. Boîtiers de Montres. Besançon.

Antoine Riesenkampf. Membre du Conseil d'Administration de la S. A. des Mines et Acieries de „Huta Bankowa". Varsovie.

J. Thiriez Père et Fils & Cartier-Bresson. Fils et coton à coudre. Paris-Lille.

Aleksander Wieniewicz. Etablissements de l'Industrie Pharmaceutique. Varsovie.

2. Assemblée Générale des Membres de la Chambre

La Chambre de Commerce Polono-Française fait savoir que l'Assemblée Générale Ordinaire des Membres de la Chambre aura lieu le 7 Avril 1938 à 17 h. au siège de la Chambre, rue Zielna 50.

Ordre du jour:

a) rapport du Conseil d'Administration pour l'exercice 1937,

b) approbation des comptes de l'exercice écoulé et vote du projet de budget présenté par le Conseil pour l'exercice en cours,

c) élection des membres du Conseil et de la Commission de Révision des comptes,

d) motions libres.

Au cas où le quorum ne serait pas atteint, l'Assemblée Générale aura lieu le même jour à 17.30 quel que soit le nombre des membres présents ou représentés (§ 29 des Statuts).

Udział Polski w Konkursie Wynalazków na Targach Paryskich

Participation de la Pologne au Concours d'Inventions à la Foire de Paris

Na Targach Paryskich, które odbyły się w okresie od 22 maja do 7 czerwca 1937 r., zorganizowany został Konkurs Wynalazków. W Konkursie tym wzięło udział 699 wynalazców, reprezentujących 19 narodów.

Najliczniej reprezentowani byli Francuzi — 478 uczestników Konkursu, Polska zajęła 6-te miejsce przy udziale 16-tu wynalazców.

Spośród uczestników polskich 4-ej zostali odznaczeni: medal srebrny przyznany został p. Ireneuszowi Ogonowskiemu z Bydgoszczy, który zaprezentował kajak o zwiększonej statyczności, medale bronzowe otrzymali: p. S. Boruński z Warszawy za gaśnicę samochodową, p. E. Dudziński z Tomaszowa Mazowieckiego za mechanizm pociągowy do maszyn włókienniczych oraz p. Dr. S. Strzemień-Strojnowski z Siemianowic na G. Śląsku za aparat do czyszczenia zębów bez pomocy szczotki.

W 1938 r. w ramach Targów Paryskich, które odbędą się w okresie od 21 maja do 6 czerwca, zorganizowany będzie wzorem lat ubiegłych Konkurs Wynalazków. Zgłoszenia wynalazków na Konkurs powinny być dokonane do 15 marca b. r., formalności z tym związane są bezpłatne. Wynalazca powinien do zgłoszenia załączyć deklarację osobistą, stwierdzającą, że wynalazek nie był dotychczas zgłaszany do żadnego konkursu oraz odpis patentu lub, w razie nieopatentowania, opis cech technicznych i korzyści z zastosowania wynalazku. Koszta przewozu eksponatów na Konkurs i z powrotem pokrywa zgłaszający wynalazek.

Firmom i osobom zainteresowanym w tej sprawie bliższych informacyj udziela biuro Izby Handlowej Polsko-Francuskiej w Warszawie, Zielna 50.

L'ordonnance du Président de la République

du 27 Juin 1934

SUR LE CODE DE COMMERCE

(Journal des Lois de la Rép. Pol. Nr. 57 du 30 Juin 1934, pos. 502)

(suite)

Art. 325.

Si la valeur fixée par les experts pour les apports qui ne sont pas en espèces, ou les objets et droits immobiliers acquis avant l'inscription de la société sur le Registre du Commerce, est inférieure d'au moins un cinquième à la valeur indiquée par les fondateurs dans leur déclaration, chaque souscripteur a le droit de se désister de sa participation dans la société. Ce désistement doit être notifié aux fondateurs par lettre recommandée remise avant le jour de l'assemblée constitutive, ou bien par une déclaration faite lors de cette assemblée, avant le commencement des élections des autorités de la société. Les actions des souscripteurs qui se sont désistés de leur participation à la société peuvent être attribuées à d'autres personnes par souscription (art. 319).

Art. 326.

§ 1. L'assemblée générale constitutive se tiendra conformément aux règles prévues pour les assemblées générales ordinaires.

§ 2. L'assemblée sera ouverte par un des fondateurs.

Art. 327.

§ 1. L'entrée en possession de toutes les actions et le versement des sommes perçues avant l'inscription de la société sur le Registre du Commerce, doivent être confirmés lors de l'Assemblée Générale constitutive, de même qu'on doit donner lecture de la déclaration des fondateurs et de l'opinion des contrôleurs-experts.

§ 2. L'assemblée constitutive ne peut pas modifier les statuts.

§ 3. L'assemblée homologuera par une résolution à part le montant global des frais de constitution.

§ 4. L'assemblée élira les premiers dirigeants de la société.

Art. 328.

§ 1. Sur demande de personnes représentant à l'assemblée au moins un dixième du capital en actions payé en espèces, et ne profitant pas de droits spéciaux, une seconde expertise de la déclaration des fondateurs sera faite par une commission choisie par l'assemblée. Cette commission se composera au moins de trois personnes. Un représentant des personnes exigeant cette nouvelle vérification aura le droit d'en faire partie.

§ 2. Après l'élection de la commission, l'assemblée devra être ajournée au moins pour une semaine. La date de la nouvelle assemblée sera fixée par l'assemblée elle-même.

§ 3. Si le rapport de la commission, établi à la majorité des voix, ne concorde pas avec celui des fondateurs, il faut décider de la validité de la société, avant de procéder à l'élection de ses dirigeants.

§ 4. La décision sera prise à la simple majorité des voix représentant dans l'assemblée les actions payées en numéraire et ne jouissant d'aucun droit particulier; ne peuvent prendre part au vote, même en vertu d'un pouvoir, ni les fondateurs, ni les personnes auxquelles devaient être accordés des avantages particuliers ou des rémunérations, s'ils représentent des actions payées en numéraire.

Art. 329.

Le Comité de Gérance déclarera la constitution de la société au Registre du Commerce.

Art. 330.

L'inscription de la société au Registre du Commerce devra mentionner:

1) le raison sociale, le siège et l'objet de l'entreprise,

2) le montant du capital social, le nombre et la valeur nominale des actions,

3) le nombre des actions privilégiées et le genre de ces privilèges,

4) la fraction du capital social qui a été versée avant l'inscription de la société au Registre,

5) les noms et prénoms des membres du Comité de Gérance ainsi que la manière de représenter la société,

6) si, lors de la constitution de la société, des actionnaires effectuent des versements par des apports non en espèces, cette particularité devra être indiquée,

7) le temps de durée de la société s'il est limité par les statuts,

8) si les statuts désignent le journal destiné aux annonces de la société, on indiquera le titre du journal.

Art. 331.

§ 1. Il faut joindre à la déclaration de la société:

1) les statuts,

2) les actes relatifs à la fondation de la société et à la répartition des actions,

3) la déclaration de tous les membres du Comité de Gérance que les versements prévus par les statuts ont été faits et que le transfert des apports non en espèces au profit de la société est assuré au moment de son inscription sur le Registre du Commerce,

4) la constatation de la constitution des autorités dirigeantes de la société et leur composition,

5) la justification de l'autorisation accordée et de la confirmation des statuts par l'autorité compétente, si ceci est exigé pour la constitution de la société.

§ 2. Dans le cas de la réunion du capital actions par voie de souscription publique, il faut présenter en outre:

1) le procès-verbal de l'assemblée générale constitutive avec les publications (prospectus),

2) la liste des souscripteurs avec le nombre d'actions attribuées à chacun et le montant des versements effectués,

3) la déclaration des banques concernant le montant des versements effectués.

§ 3. En outre, dans les cas prévus par la présente loi, il faut joindre également la déclaration des fondateurs ainsi que l'opinion des contrôleurs-experts et le compte-rendu de la commission nommée pendant l'assemblée générale constitutive.

Art. 332.

§ 1. Toutes modifications apportées aux données énumérées à l'art. 330 seront déclarées par le Comité de Gérance au Registre du Commerce.

§ 2. Si, avant l'inscription de la société, une fraction seulement du capital social a été versée, le Comité doit déclarer au Registre du Commerce le versement ultérieur de chaque fraction du capital actions.

Art. 333.

Il faut joindre à la déclaration de la société ainsi qu'aux modifications apportées dans la composition du Comité de Gérance les signatures des membres du Comité, tracées en présence du tribunal, ou légalisées par notaire.

Art. 334.

Après l'inscription de la société au Registre du Commerce, le Comité de Gérance doit, dans un délai de deux semaines, déposer au Ministère de l'Industrie et du Commerce la copie des statuts et celle des actes de constitution de la société certifiées par ses soins et indiquer le tribunal où l'enregistrement de la société a eu lieu, ainsi que la date et le numéro de l'enregistrement.

Art. 335.

§ 1. La société devient personne juridique du fait de son inscription sur le Registre du Commerce.

§ 2. Les personnes agissant au nom de la société avant son inscription sur le Registre du Commerce sont responsables personnellement et solidairement.

Art. 336.

Si, dans un délai de trois mois à dater de la clôture de la souscription, et, dans le cas prévu par l'art. 314 depuis la date de la rédaction des statuts, la société n'a pas demandé l'inscription sur le Registre du Commerce ou si la décision du tribunal refusant cette inscription obtient l'autorité de chose jugée, les fondateurs et les personnes devenues par élection les premiers administrateurs de la société, doivent, sous peine de responsabilité solidaire, prévenir immédiatement, à l'aide d'annonces, les personnes intéressées et ordonner la restitution des sommes versées et des apports non en espèces.

Art. 337.

§ 1. Si, après l'inscription de la société, on constate des lacunes provenant de l'inobservation des dispositions de la loi, le tribunal d'enregistrement ordonnera à la société, d'office ou à la demande des personnes intéressées, de compléter les lacunes, en lui fixant dans ce but un délai.

§ 2. Si la société ne se conforme pas à cette injonction, le tribunal d'enregistrement peut infliger des amendes selon les principes exposés à l'art. 17.

§ 3. Si les lacunes ont une importance réelle pour l'existence ultérieure de la société et ne sont pas comblées, malgré l'expiration du délai fixé, le tribunal d'enregistrement pourra, d'office ou à la requête des personnes intéressées et après avoir convoqué le Comité de Gérance à fournir ses explications, rendre un jugement prononçant la dissolution de la société.

§ 4. La société ne pourra pas être dissoute à cause des lacunes signalées plus haut si, depuis son inscription sur le Registre du Commerce, s'est écoulé un délai de cinq ans.

Art. 338.

Les annonces obligatoires provenant de la société doivent être publiées dans le Moniteur Polonais. Les statuts peuvent prévoir, en outre, un autre mode de publication. Le Ministre de l'Industrie et du Commerce peut désigner encore un autre journal pour l'insertion des annonces obligatoires.

Chapitre II

Droits et devoirs des actionnaires

Art. 339.

§ 1. Le texte de l'action doit mentionner:

1) la raison sociale et le siège de la société,

2) le tribunal où la société est inscrite sur le Registre et le numéro du registre,

3) la date de l'inscription de la société sur le Registre et de l'émission des actions,

4) la valeur nominale, le numéro, la série, le genre de l'action en question et les avantages particuliers qui y sont attachés,

5) lorsqu'il s'agit d'actions nominatives, le montant des versements effectués,

6) les restrictions concernant le transfert de l'action,

7) les dispositions des statuts concernant les obligations à des prestations au profit de la société attachées à cette action.

§ 2. L'action doit porter le cachet de la société et la signature du Comité de Gérance. La signature peut être en fac-similé.

Art. 340.

§ 1. La valeur nominale des actions doit être au moins de cent zlotys.

§ 2. Dans les entreprises d'utilité publique la valeur nominale des actions nominatives peut être de vingt-cinq zlotys.

Art. 341.

§ 1. L'actionnaire est tenu de verser le montant entier de l'action.

§ 2. Les versements doivent être égaux pour toutes les actions.

§ 3. L'actionnaire ne peut pas déduire la valeur de ses créances envers la société du montant de ses versements.

Art. 342.

§ 1. Les termes et le montant des versements à effectuer sur les actions sont fixés par les statuts ou par l'assemblée générale.

(à suivre)

Les principaux exportateurs de pommes de terre de Pologne

Główni eksporterzy ziemniaków z Polski

„AGRICOLA" Eksport Produktów Rolnych, Poznań, Pl. Wolności 11,

Centrala Rolników, Poznań, Pl. Wolności 18,

Bank Kwilecki, Potocki i Ska, Poznań, Al. Marcinkowskiego 11,

Darius & Werner, Poznań, Fr. Ratajczaka 20,

Polska Spółdzielnia Nasienna Sp. Roln.-Handl. z o. o., Poznań, Mickiewicza 33,

„KARTEKSPORT" Eksport Kartofli Zrzeszonych Rolników Sp. z o. o., Poznań, Al. Marszałka Piłsudskiego 5

L. Grützner, Poznań, Fr. Ratajczaka 2,

Aleksander Nowik, Poznań, Bukowska 1,

Landwirtschaftliche Zentralgenossenschaft Sp. z o. o., Poznań, Al. Marsz. Piłsudskiego 12,

Ogorzelnickie Młyny, Chojnice, pl. Jerzego 2,

M. Kalmus i Syn, Leszno Wlkp. Skr. poczt. 18,

Rotstein i Czerniawski, Warszawa pl. Grzybowski 7,

Hieronim Paczanowski, Inowrocław, Wołowa 41.

Od Redakcji

W liście przedstawicieli firm francuskich w Polsce podanej w Nr 2/4 „Polska-Francja", mylnie została zamieszczona firma

IGNACY DAWIDOWICZ
Kraków, al. Krasińskiego 24

co niniejszym Redakcja prostuje.

Les exportations de pommes de terre de la maison Ludwig Grützner à Poznań

Un des plus importants exportateurs de pommes de terre de Pologne, Monsieur **Ludwig Grützner**, a bien voulu nous donner les renseignements suivants sur sa maison:

»Ma maison s'occupe exclusivement du commerce de pommes de terre. J'importe constamment des pommes de terre sélectionnées non cultivées en Pologne, mais demandées par les acheteurs étrangers.

Importées à l'état original ou sous forme de sélection sur pied gradation originale, je les confie à des plantations de culture moderne pour la reproduction et partiellement selon des contrats, pour la plantation.

La livraison de pommes de terre sélectionnées est faite dans des sacs neufs de jute pesant 50 kg pièce, cousus, plombés (L. G. P. Pologne) et la »Marque à l'Armoirie« et munis de certificats officiels.

L'unique négociant s'occupant de la vente de plants de pommes de terre plombées POLOGNE P.L.G.P. et „MARQUE A L'ARMOIRIE" „WAPPENMARKE" **en France**, est la Maison M. Wallenborn, Strasbourg, 23, Rue de Molsheim, 23.

Outre cela chaque sac contient une étiquette portant la marque de la maison, la qualité ainsi que le degré d'ensemencement.

Les livraisons d'outre-mer se font sur la demande des clients en caisses à claire – voie encerclées d'une bande métallique de 30 ou 50 kg chacune.

Les commandes s'effectuent sous un minutieux contrôle et cela pendant toute la durée de l'assortiment de la marchandise, de sa mise en sacs ou en caisses, du plombage, du chargement en wagons ou en bateaux.

Il est inutile de souligner que la livraison des pommes de terre comestibles de toute première qualité s'effectue dans les mêmes conditions, les mêmes soins, surtout en cas de chargement en caisses pour les pays d'outre-mer.

Je certifie, que je prends sous mon entière responsabilité la qualité des marchandises emballées de la manière précitée. De cette façon le consommateur reçoit double garantie:

1) le certificat officiel du contrôle

2) ma propre responsabilité.

Dépôt et culture de graines

JAN WACHOWIAK et Cº

ŚREM (Pologne)

Exportations Graines de betterave, carotte, trèfle et herbes fourragères qualifiées par la station du Contrôle de l'Etat aussi bien que de pois, seradelle, pavot et moutarde.

Importations Luzerne, graines maraîchères et agricoles.

La maison Jan Wachowiak et Co a été fondée en 1922. Actuellement cette maison possède deux sections plus particulièrement développées: la section de graines de semence et celle des céréales.

Dans la section de graines cette maison fournit au marché intérieur des semences pour la culture des plantes potagères, les légumes et les fleurs.

La maison possède des dépôts aménagés de la manière la plus moderne.

La maison exporte: graines de betterave fourragère, graines de trèfle, graines d'herbes fourragères, pois, pavot, moutarde.

Dans la propre ferme de la maison Jan Wachowiak se trouve aménagée une culture-modèle de graines de semences, placée sous le contrôle de la Station Expérimentale de l'Etat.

La culture-modèle dans cette ferme constitue la base de notre exploitation de graines de semence.

Dans la section des céréales cette maison dessert une grande partie du marché intérieur en achetant les céréales en gros et en grandes quantités dont la plus grande partie est destinée aux exportations.

Les deux sections, graines et céréales se complètent mutuellement, ce qui,-outre la possibilité de se servir du même personnel de bureau-permet une meilleure étude sur les tendances du marché général de la production agricole.

M. KALMUS et FILS
Maison fondée en 1879
LESZNO Wlkp. Tel. 21, 501, 200

Céréales, et toute sorte de graines, oléagineuses, herbes fourragères et légumineuses.
Nettoyage spécial de semences. Pommes de terre.



Powszechny Bank Kredytowy S. A.

Banque Générale de Crédit S. A.

WARSZAWA, Moniuszki 10

Oddziały:

Bielsko

Kraków

Lwów

Korespondenci we wszystkich ważniejszych miejscowościach Polski i zagranicy

Instytucja koncernowa:

Banque des Pays de l'Europe Centrale, PARIS

L P

LASY PAŃSTWOWE

3.200.000 ha lasu ▪ 4.500.000 m³ drewna użytkowego

46 tartaków z 167 trakami, 2 fabryki dykt, fabryka posadzek parkietowych, 2 destylarnie żywicy, 19 terpentyniarni, wyłuszczarnie nasion.

Tarcica sosnowa, świerkowa, dębowa ▪ Fryzy, klepki ▪ Dykty sucho i mokro klejone ▪ Forniry ▪ Podkłady ▪ Kopalniaki ▪ Belki i bale ▪ Papierówka ▪ Komplety skrzynkowe ▪

Dyrekcja Naczelna Lasów Państwowych

Warszawa 22, Wawelska 52/54

Francuski Urząd Turystyczny

WARSZAWA, Ossolińskich nr 4,
tel. 684-85

Oficjalne Biuro Kolei Francuskich i Francuskiego Urzędu Propagandy Turystycznej, Zdrojowiskowej i Klimatycznej

Informuje bezpłatnie: o kosztach pobytu we Francji o cenach biletów i zniżkach kolejowych

Wydaje bezpłatnie: prospekty, broszury i wszelkie materiały dotyczące turystyki we Francji

Sprzedaje bilety kolejowe do Francji

Le Fameux HYDROMEL mousseux

célèbre produit polonais

de la maison

H. MAKOWSKI,

exportateur

en Europe et en Amérique du Nord

POLOGNE KRUSZWICA

Polska Spółdzielnia Nasienna

Coopérative Polonaise des Producteurs de Semences

POZNAŃ,
rue Mickiewicza 33
POLOGNE
TELEPHONE: 71-41, et 48-15 Télégramme »POLNAS«

fournit

Pommes de terre officiellement contrôlées et semences ordinaires.

TOWARZYSTWO KOLEJOWE FRANCUSKO-POLSKIE
SPÓŁKA AKCYJNA

COMPAGNIE FRANCO-POLONAISE DE CHEMINS DE FER
SOCIETE ANONYME

Siedziba: Siège social:

28, avenue de l'Opéra, PARIS.

Przedstawicielstwo w Polsce Représentation en Pologne

Plac Napoleona 9, WARSZAWA.

tel. 3-01-60, 3-01-70

M. LEQUEUX
Bureaux Grodzka 36 — Magasins Podwale 2
BYDGOSZCZ
Adresse télégraphique: MLEKGIB — Telephone 36-46

Maison française d'exportation de produits alimentaires:
Spécialités: Ecrevisses, gibiers vivants et morts, saumon frais, escargots bouches et coureurs, champignons, volaille etc.

Alexandre Szyfter
Dépôt spécial et culture de graines
POZNAŃ, ul. Wielka 11
adr. tel. »SEEDSZYFTER«—Tel. 30-94 et 39-94

Exportation
trèfles, betteraves fourragères, graines oléagineuses

Tous les produits agricoles:
haricots, pois, gruaux (sarrasin)
pommes de terre

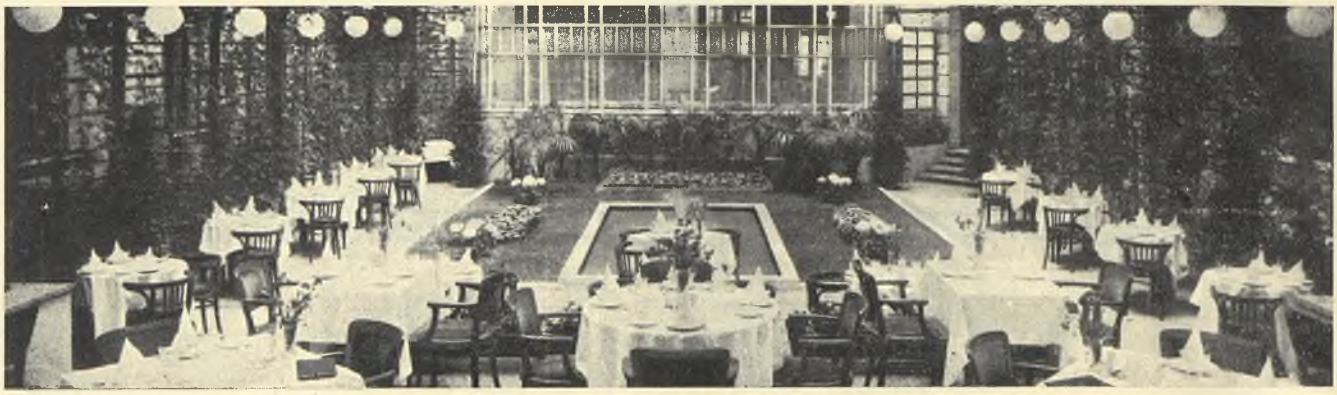
Rotstein et Czerniawski
Varsovie, Pl. Grzybowski 7—Tel. 2.36-79 et 6.65-54



USUWA ŁUPIEŻ
UZDRAWIA WŁOSY

OLEUM PETRAE „GLIMAR"

HOTEL BRISTOL, Warszawa – Téleph. 551.60 – Telegr. Bristol-Warszawa
250 chambres. Tout confort moderne



RESTAURANT
Cuisine soignée. Prix modérés

COCTAIL-BAR
ouvert toute la nuit

Dom Handlowy **Stanisław Górski**
ul. Mazowiecka 4. Telefon 5.8031

POLECA:
Wina szampańskie G. H. MUMM & Co. Wina bordoskie B. de LUZE & FILS. Burgundy MAIRE & FILS. Wina reńskie P. J. VALCKENBERG. Wina alzackie S-te ODILE. Vermouth TRINCHIERI BRIOSIO. Koniaki J. HENNESSY & Co. Likier BENEDICTINE.

Café, Confiserie, Bar, Dancing, Café Adria, Varsovie, Moniuszki 10

Rękopisów redakcja nie zwraca.
La Rédaction ne rend pas les manuscrits qui lui ont été communiqués.

Przedruk dozwolony za podaniem źródła.
La reproduction des informations n'est autorisée que si la source est citée.

Adres Redakcji i Administracji
Adresse du Comité de Rédaction et de l'Administration
Warszawa, ul. Zielna 50, tel. 274-50

Rachunki wydawnictwa w Polsce:
1. P. K. O. Warszawa, Konto Nr. 14.288.
2. Banque Franco-Polonaise, Warszawa, Czackiego 4. Rk. »Polska-Francja«

Comptes de la revue en France:
1. Banque P. K. O. Paris (8-e), 31, rue Jean-Goujon compte Nr 14.288.
2. Banque Franco-Polonaise .Paris (1-er), 15 rue des Pyramides. Compte »Polska-Francja«.

Redaktor odpowiedzialny (Rédacteur responsable) **Mgr. STANISŁAW KOÇOT**

WYDAWCA: IZBA HANDLOWA POLSKO-FRANCUSKA W WARSZAWIE
EDITEUR: LA CHAMBRE DE COMMERCE POLONO-FRANÇAISE à VARSOVIE

ZAKŁADY DRUK. „STERO" WARSZAWA, ELEKTORALNA 10. TEL. 2-31-25.

Polskie Kopalnie Skarbowe
Spółka Dzierżawna
Spółka Akcyjna
w Katowicach

Société Fermière des Mines Fiscales
de l'Etat Polonais en Haute Silésie
Société Anonyme
à Katowice

Chorzów I. plac Marsz. Piłsudskiego 11

telefon 40901

Adres telegraficzny

SKARBOFERME

CHORZÓW

Sprzedaż:

WĘGLA wysokich gatunków
z kopalń

Vente:

de CHARBONS de haute qualité
des mines de

»KRÓL« (Chorzów)

»BIELSZOWICE«

»KNURÓW«

KOKSU
z koksowni «Knurów»

de COKE
de la cokerie de «Knurów»

BRYKIETÓW
z kopalni «Król»

de BRIQUETTES
de la mine de «Król»

SIARCZANU AMONU
z fabryki w Knurowie

de SULFATE D'AMMONIAQUE
de l'usine de Knurów

BANQUE FRANCO-POLONAISE

Spółka Akcyjna z kapitałem 50 milionów franków
Société Anonyme au capital de 50 millions de francs

Siedziba: **Siège Social:**
15, rue des PYRAMIDES, PARIS

Adres telegraficzny:
Adresse télégraphique: **BAFRAPOLAB PARIS**

Oddziały i Agencje:
WARSZAWA, Czackiego 4
KATOWICE, Dyrekcyjna 9

Succursales et Agences:
POZNAŃ, Al. Marcinkowskiego 13
GDYNIA, Skwer Kościuszki 15

GDAŃSK, Hundegasse 127, DANZIG

BANQUE FRANCO-POLONAISE, założony w r. 1920 przy udziale najważniejszych instytucji finansowych, zwłaszcza zaś Banque de Paris & des Pays-Bas, Société Générale, Banque de l'Union Parisienne, Société Générale de Crédit Industriel et Commercial wykonywa wszelkie operacje bankowe. Dzięki swej organizacji może w znacznym stopniu ułatwić rozwój stosunków finansowych i handlowych między Francją a Polską.

BANQUE FRANCO-POLONAISE jest jedynym bankiem francuskim, posiadającym oddziały w Polsce.

La BANQUE FRANCO-POLONAISE, fondée en 1920 avec le concours des principales banques de Paris, notamment la Banque de Paris & des Pays-Bas, la Société Générale, la Banque de l'Union Parisienne, la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial, exécute toutes les opérations de banque. Grâce à son organisation, elle est à même de participer dans une large mesure au développement des relations commerciales et financières entre la France et la Pologne.

La BANQUE FRANCO-POLONAISE est l'unique banque française possédant des succursales en Pologne.